Document generated on 08/11/2025 5:14 p.m.

Relations

RELATIONS

Développement et Paix en crise

Raymond Levac

Number 758, July–August 2012

URI: https://id.erudit.org/iderudit/67174ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Levac, R. (2012). Développement et Paix en crise. *Relations*, (758), 5–6.

Tous droits réservés © Relations, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

de séparation sur les terres palestiniennes. On sait également le sort qu'a connu la Marche internationale de libération de Gaza, bloquée au Caire à la fin 2009. De la même façon, la Flottille de la liberté, à l'été 2011, a été empêchée de quitter les ports par les autorités grecques, très clairement sous la pression des autorités israéliennes – alors que la Flottille précédente, en 2009, avait été arraisonnée par l'armée israélienne, entraînant la mort de neufs marins turcs à bord du Maariv.

On connaissait déjà la propension d'Israël à étendre sournoisement ses frontières au détriment des territoires palestiniens, que ce soit en grignotant des terres cultivables pour ériger son mur de séparation, ou en installant des colonies de peuplement et une infrastructure routière pour les relier à Israël et entre elles, transformant ainsi les territoires palestiniens en un gruyère dénué de toute contiguïté territoriale. Pour soigner son image relativement écornée dans l'opinion publique internationale, Israël a pratiqué, en accord avec l'idéologie néolibérale, l'externalisation de la répression pour en faire porter l'odieux à d'autres.

Pratiquant un humour douteux, les autorités israéliennes ont remis à ceux et celles qui ont réussi à se rendre à Tel Aviv un petit tract questionnant leurs convictions politiques et leur demandant pourquoi choisir de dénoncer Israël, «la seule démocratie du Moyen Orient», alors que les crises politiques sont légion dans la région. Pourtant, l'ampleur de l'arsenal répressif déployé pour contrer cette mission a suscité des réactions tant en Israël que dans les pays qui soutiennent inconditionnellement son gouvernement. D'ailleurs, les principales cibles de la répression israélienne – les compagnies aériennes étrangères s'étant soumises aux directives du gouvernement d'Israël – ont été ses propres citoyens solidaires de «Bienvenue en Palestine».

On ne peut que se réjouir qu'une chaîne importante de supermarchés britanniques ait décidé, peu après cette mission, d'interdire la vente de produits agricoles israéliens provenant des colonies illégales des territoires palestiniens occupés.

Si peu d'entre nous ont pu se rendre en Cisjordanie occupée, cette mission aura au moins montré deux choses: d'abord, que «le roi est nu» et que la démocratie israélienne est dans un bien piteux état; ensuite, que ce n'est pas uniquement Gaza qui est soumis à un blocus aussi odieux que contestable selon le droit international, mais tous les territoires palestiniens. ●

Développement et Paix en crise

Affaiblir l'organisme officiel de solidarité internationale de l'Église catholique, c'est affaiblir les mouvements sociaux du Sud et la force citoyenne canadienne.

RAYMOND LEVAC

L'auteur est directeur général du Centre St-Pierre

En mars dernier, Développement et Paix a vu sa subvention de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) coupée de plus des deux tiers, passant de 44,5 millions de dollars à 14,5 millions sur cinq ans.

L'organisme officiel de solidarité internationale de l'Église catholique se retrouve ainsi en état de crise. Fondée il y a plus de quarante-cinq ans dans la foulée du concile Vatican II, il s'agit d'une organisation des plus originales. Démocratique, pancanadienne, bilingue et dirigée par des laïcs, elle met l'accent sur les causes des injustices et accorde une place importante à l'éducation de la population aux questions de solidarité internationale. Mais le gouvernement canadien a manifestement d'autres priorités en décidant de couper l'aide publique au développement d'une façon importante. Il l'a fait passer de 0,34 % du PNB en 2010-2011 – déjà largement en dessous de l'objectif de 0,7 % fixé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – à 0,24 % en 2015-2016. Et cela va à l'encontre des Objectifs du millénaire des Nations unies voulant que l'on double l'aide publique au développement afin de diminuer de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015.

De plus, en juillet 2011, le gouvernement canadien décrétait de nouvelles règles d'attribution des fonds à l'ACDI. Plutôt que d'appuyer les projets des partenaires du Sud avec lesquels les ONG entretiennent des relations depuis des années, ces dernières doivent dorénavant se concurrencer entre elles pour répondre à des appels d'offres du gouvernement. Les critères définis par le gouvernement ont désormais priorité sur les besoins des mouvements sociaux du Sud. Dès lors, soutenir les paysans qui, dans leur

pays, revendiquent une agriculture durable à plus petite échelle et une véritable réforme agraire, comme le fait la campagne actuelle de Développement et Paix, devient peu compatible avec cette nouvelle approche.

L'aide publique au développement se voit ainsi inféodée de plus en plus clairement aux politiques conservatrices du ministère des Affaires étrangères du Canada. Déjà, il y a deux ans, de soudains changements de priorités à l'ACDI – officialisés maintenant – ont servi à justifier des coupures de financement à Kairos et Alternatives[1], des ONG connues pour des campagnes et positions qui déplaisent aux conservateurs, qu'il s'agisse de la pollution des sables bitumineux, de la responsabilité sociale des compagnies minières ou encore de la Palestine. À l'évidence, le gouvernement conservateur est aussi agacé par les campagnes d'éducation populaire de Développement et Paix qui, chaque année, mobilisent des centaines de milliers de personnes contre ses politiques ou contre les agissements condamnables des minières canadiennes dans les pays du Sud.

Il est certain que cette perte de plus des deux tiers de la subvention de l'ACDI va forcer l'organisation à diminuer considérablement le nombre de ses partenaires – elle en comptait 186 dans 36 pays, en 2011-2012 –, d'autant que l'argent de l'ACDI devra désormais être consacré à des partenaires de sept pays bien identifiés par le gouvernement. Cette coupe affaiblit ainsi grandement les mouvements du Sud engagés dans l'élaboration d'un monde de justice et de solidarité. Elle risque aussi d'affaiblir le secteur éducatif de Développement et Paix qui travaille à sensibiliser et mobiliser la population canadienne aux enjeux de justice sociale dans le monde.

Ce geste a provoqué une grande mobilisation de la base militante de l'organisation. Cela est d'autant plus important que son avenir repose dorénavant sur sa capacité à mobiliser des donateurs tant au sein du monde catholique que des milieux solidaires des populations du Sud. Il lui faut recueillir cinq millions de dollars de plus en dons privés pour maintenir ses programmes. Son avenir repose aussi sur sa capacité à composer avec les nouvelles règles de l'ACDI pour poursuivre sa mission, du moins jusqu'à ce que la population canadienne décide d'élire un gouvernement qui croit en la solidarité internationale. Mais ça, c'est une autre histoire…

On peut se réjouir du fait que plusieurs évêques catholiques soient intervenus pour contester la décision du gouvernement conservateur. Il est toutefois déplorable de constater qu'un certain nombre d'évêques ont contribué à paver la voie à cette décision odieuse. En effet, en prêtant foi à des groupes comme LifeSiteNews qui n'ont pas hésité à manipuler la vérité en utilisant l'enjeu de l'avortement, ils ont contribué à discréditer une organisation catholique qui se situe pourtant dans la ligne de Vatican II – un concile dont, malheureusement, les autorités ecclésiales ne parlent plus beaucoup. ●

1. Lire « Alternatives et Kairos sous le couperet », *Relations*, nº 738, février 2010.

Le Vatican sévit contre des religieuses

Aux États-Unis, cet exemple de plus de l'autoritarisme de Rome soulève la consternation.

GREGORY BAUM

L'auteur est théologien

En avril 2012, le Vatican a décidé de mener une investigation canonique concernant la Leadership Conference of Women Religious (LCWR), qui représente 57 000 religieuses américaines très engagées en faveur de la justice sociale. Une première enquête de ce type, en 2008, avait mené à la publication d'un rapport, suivi par un dialogue entre Rome et ces religieuses, qui avait persuadé celles-ci que tous les problèmes étaient réglés. L'annonce d'une deuxième enquête, accompagnée d'un document les accusant d'infractions doctrinales et disciplinaires, a donc produit un